



Résumé du FACEBOOK LIVE qui a eu lieu le 22 avril dernier sur la page de Danièle Henkel.TV et sur les 18 pages Femmessor.

En rattrapage: <https://www.facebook.com/femmessor/videos/284560012538198/>

ANIE ROULEAU

BALÉCO

<https://www.unscentedco.com/>

Baleco est une entreprise qui fabrique et distribue des produits corporels et ménagers sans fragrance et écoresponsables à travers le Canada. L'entreprise a d'ailleurs reçu la certification B Corporation.

Question

Monsieur le ministre, cette crise nous oblige à prendre une pause et à repenser l'économie de demain. Toujours avec un peu d'anxiété, on doit avoir le courage d'espérer un avenir tourné vers une économie plus forte, plus résiliente, plus indépendante et plus durable. Soutenir les entreprises québécoises et l'achat local n'est pas une nouvelle mode, mais un investissement pour les générations futures.

Concrètement, comment le gouvernement peut-il influencer les grands donneurs d'ordres privés et publics à privilégier nos entreprises d'ici ?

Réponse

Les petites et moyennes entreprises du Québec doivent augmenter leur productivité afin de tirer leur épingle du jeu dans l'octroi des contrats publics et privés, répond Monsieur Pierre Fitzgibbon. En ce sens, le gouvernement se penche actuellement sur cet enjeu afin de soutenir les entreprises dans l'augmentation de leur productivité, notamment à travers des programmes d'innovation.

La pandémie a démontré l'importance des chaînes d'approvisionnement stratégiques et les plus locales possible, permettant d'être moins dépendants des marchés internationaux, précise-t-il. Le ministre souligne également l'importance de travailler avec les autres provinces canadiennes afin de favoriser les échanges à l'échelle nationale.

En terminant, il dit souhaiter bâtir des champions locaux qui vont participer à cette chaîne d'approvisionnement et permettre à plus d'entreprises québécoises d'exporter. À l'heure actuelle, seulement 11 % d'entre elles exportent à l'extérieur du Canada.

CÉLINE JUPEAU

KOTMO

<https://kotmo.ca/>

Kotmo est une entreprise spécialisée dans le design d'articles promotionnels écoresponsables, locaux et durables faits au Québec.

Question

Nous parlons beaucoup de l'achat local, mais plusieurs entreprises s'approvisionnent à l'extérieur de la province ou du pays. Aujourd'hui, seules les entreprises qui produisent pour des services essentiels peuvent demeurer ouvertes.

Quel est votre plan pour les entreprises manufacturières qui créent des produits localement ? Et comment pouvez-vous les aider à rouvrir tout en gardant les recommandations de la santé publique ?

Réponse

Le ministère de l'Économie et de l'Innovation a trois grands chantiers en développement économique à l'heure actuelle. L'un d'entre eux concerne l'innovation et vise à soutenir les entreprises manufacturières dans leurs projets de numérisation, automatisation et/ou robotisation afin qu'elles soient plus compétitives au niveau mondial. Ces innovations ont été largement sous-développées depuis plusieurs années, notamment en entreprises non résidentielles privées.

La clef est, selon Monsieur le ministre, de permettre aux entreprises de produire à un coût égal, ou légèrement supérieur aux importations, et d'avoir une qualité supérieure afin de favoriser leur intégration dans les chaînes d'approvisionnement au Québec ou dans celles des grands donneurs d'ordres.

En ce qui a trait à la COVID-19, l'ouverture prochaine et progressive de l'économie permettra aux entreprises manufacturières de reprendre leurs activités et de pouvoir s'intégrer le plus rapidement possible dans la chaîne d'approvisionnement.

MARIE-NOËL GRENIER

JAMBETTE

<http://www.jambette.com/>

Leader canadien dans son domaine, Jambette est sans conteste le plus grand designer de jeux extérieurs au Canada.

Question

Face au phénomène de mondialisation croissant que l'on connaît et considérant que la démonstration de l'impact de l'achat local n'est plus à faire en temps de crise, pensez-vous qu'un encouragement à consommer des produits québécois pour nos institutions québécoises telles que les municipalités, les écoles, les CPE et les garderies privées serait envisageable ?

Comment faire pour renforcer notre autonomie économique sans se fermer aux échanges et aux commerces internationaux qui sont tout aussi importants pour le développement de notre société et de nos entreprises ?

Réponse

Au Québec, la balance commerciale internationale connaît à l'heure actuelle un déficit de 23 milliards \$ (ce qui veut dire que nous importons 23 milliards \$ de plus que nous exportons). Par contre, au Canada, la balance est excédentaire. Cette marge de manœuvre est extraordinaire, souligne le ministre. Son objectif sera d'agir sur les deux plans : réduire certaines importations de façon stratégique et exporter davantage grâce, notamment, aux champions du Québec. Des programmes pour favoriser ces changements devront être mis en place. Le contexte de la pandémie crée une solidarité et nous permet de faire les deux, énonce M. Fitzgibbon, soit importer moins et exporter plus, tout en favorisant un bon équilibre.

GABRIELLE LA RUE

LOCKETGO

<https://locketgo.com/fr>

Entreprise qui se spécialise dans la location de casiers lors d'événements.

Question

La crise actuelle risque de replonger plusieurs entreprises en mode recherche et développement. Sachant que les efforts mis dans ce mode et en innovation demandent beaucoup d'investissement en temps et en argent, quelles sont les mesures incitatives qui pourraient être mises en place ?

Aussi, quels sont les facteurs décisionnels que le gouvernement recherche pour sélectionner les entreprises qui auront droit, pendant et après la crise, aux subventions pour l'innovation ?

Réponse

À cette question, Monsieur le ministre mentionne qu'au niveau de toutes mesures incitatives ou programmes à mettre en place, il est important de tout garder le plus simple possible, et cela, afin d'éviter la confusion chez les entrepreneur(e)s.

Il se dit émerveillé de constater la collaboration qui existe désormais entre les entreprises innovantes. Puisque l'innovation prend du temps à développer, mais qu'elle a une durée de vie très courte, il est important de travailler en équipe. Le gouvernement souhaite stimuler ce type de coopération.

Le ministre rappelle qu'il existe plusieurs programmes en place, dont les Regroupements sectoriels de recherche industrielle du Québec (RSRI), le programme Innovation qui a été relancé le 1er avril dernier, des crédits d'impôt pour de la recherche et du développement ainsi que le programme de déduction incitative pour la commercialisation des innovations (DICI). Il convient toutefois que devant la quantité de programmes existants, ils auront un travail de promotion à faire pour s'assurer que les entrepreneur(e)s soient informé(e)s.

Il mentionne également que le financement devra être mieux adapté, par exemple le capital patient, pour des projets d'innovation et de nouvelles technologies.

Le ministre mentionne également qu'il souhaite que le Québec soit plus productif et qu'avec toute la créativité dont font preuve les québécois(e)s, il n'y a pas de raisons que nous soyons sous-productifs par rapport à l'Ontario et les États-Unis.

Il constate également, avec son gouvernement, que la définition du capitalisme évolue et qu'elle va devenir beaucoup plus axée sur la collaboration, un mouvement qui devrait ravir la nouvelle génération.

<https://rsri.quebec/>

<https://www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/programmes/aide-financiere/programme-innovation/>

CADLEEN DÉSIR

DÉCLIC

<https://decllic.com/>

Fondée en 2006, Décllic a pour mission de soutenir le développement de l'enfant afin qu'il atteigne son plein potentiel. Ses cliniques offrent un milieu de vie chaleureux, humain et sécuritaire, et ses professionnels dévoués placent l'enfant au cœur de leurs priorités. Chez Décllic, chaque activité, chaque intervention est axée sur la collaboration, le plaisir et la progression de l'enfant.

Question

La fermeture des écoles et des milieux de garde a un impact majeur sur toute une industrie de services à l'enfance (soutien scolaire, services de santé et de développement de l'enfant, services parascolaires, loisirs, fournitures scolaires, traiteurs et tant d'autres). Plusieurs ont fait leurs preuves, notamment Décllic, qui accompagne plus de 2500 enfants à besoins particuliers chaque année.

Ces entreprises sont majoritairement portées par des femmes entrepreneures et, aujourd'hui sans revenu, sont menacées par une fermeture imminente. Ce filet social est sans aucun doute une priorité puisqu'il représente la sécurité de notre avenir québécois.

Monsieur le ministre, présentement et lors de la relance, comment prévoyez-vous éviter l'effondrement de toute une industrie et du même coup, assurer le sain développement de nos enfants ?

Réponse

Sur cette thématique, le ministre soulève que l'économie sociale a pris une place importante et qu'il y a d'ailleurs eu une hausse au niveau du budget provincial, démontrant ainsi une très grande ouverture à appuyer les entreprises de ces secteurs.

Afin d'appuyer ces entreprises, le gouvernement a notamment annoncé une enveloppe initiale de 150 M\$ mise à la disposition des MRC et territoires équivalents afin de venir en aide aux entreprises pour le maintien, la consolidation ou la relance de leurs activités.

Monsieur le ministre souligne aussi que le secteur de l'éducation est une des priorités pour M. Legault qui a déjà occupé le poste de ministre à l'Éducation (1998-2002, sous Lucien Bouchard).

HÉLÈNE DEMERS

SCÈNE ÉTHIQUE

<http://sefabrication.com/>

Entreprise spécialisée dans la conception et la réalisation d'infrastructures de scène à la fine pointe et d'une machinerie d'avant-garde pour l'aménagement scénique de clients de renommée internationale.

Question

Les grandes entreprises sauront se tirer d'affaire grâce à leurs actifs tangibles (immeuble, équipement, etc.), mais pour les plus petites entreprises, celles qui ont peu d'équité, peu d'actifs, mais qui produisent une certaine richesse, notamment en créant et en maintenant des emplois de qualité, cela risque d'être plus difficile.

Serait-il possible de concevoir un « indice de création de richesse » qui pourrait être pris en compte par les différents paliers de gouvernement, les prêteurs, les partenaires financiers afin de faciliter l'accès à des programmes d'aide, à du financement, à des garanties de prêt, et ce, de façon plus fluide afin de mieux supporter nos PME ?

Réponse

À cette question, le ministre a mentionné que la proposition de créer un « indice de création de richesse » méritait d'être analysée et qu'il souhaitait même en discuter avec son sous-ministre.

Au niveau de la fluidité des demandes, une des solutions mises de l'avant par le gouvernement, notamment avec la réforme d'Investissement Québec, est de mettre en place des bureaux régionaux. Les régions contribuent assurément à la création de valeurs avec leur nombreuses PME. En étant présent dans toutes les régions, cela permettra, avec des gens du milieu, d'identifier plus facilement quelles sont les entreprises qui ont besoin d'interventions ou de financement.

Pour le gouvernement, mettre en place des mesures de retour sur les investissements qui prennent en compte les impacts et les bénéfices de façon plus large, et non simplement des mesures fiscales, est une avenue sérieuse à considérer.